

L'AGRICULTURE

LE RÈGLEMENT BRITANNIQUE SUR LE TRAITEMENT DU BÉTAIL ET DE LA VOLAILLE

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Lee Benjamin (Regina-Lake Centre): Je voudrais poser une question au ministre de l'Agriculture. Étant donné l'ampleur de notre commerce agricole avec la Grande-Bretagne, le ministre a-t-il examiné les nouveaux règlements britanniques concernant les méthodes humaines employées dans le traitement du bétail et de la volaille destinés à la production de viande et d'œufs, pour s'assurer que les normes canadiennes répondaient aux exigences britanniques et ne mettaient pas nos exportations en péril?

M. l'Orateur: Le député a présenté ses instances et on en a pris note, je suppose.

LA PÊCHE

NOUVEAU-BRUNSWICK—LA CAMPAGNE HÛTRIÈRE DANS LA BAIE DE CARAQUET

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Herb Breau (Gloucester): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Pêcheries. Quelle mesure le ministre a-t-il l'intention de prendre concernant une déclaration émanant de la Chambre de commerce de Maisonnette, au Nouveau-Brunswick, et publiée ce matin dans un journal du Nouveau-Brunswick. Il paraîtrait que les habitants de Maisonnette seraient l'objet de discrimination, à propos de l'ouverture d'une campagne hûtrière dans les parcs à hûtres de la Baie de Caraquet?

M. l'Orateur: Je ne suis pas en mesure de déterminer s'il s'agit d'une affaire urgente, mais je suis porté à croire que la question devrait être inscrite au *Feuilleton*.

L'ÉTUDE EN COMITÉ DES RESTRICTIONS À LA PÊCHE AU SAUMON

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Frank Howard (Skeena): Je voudrais poser une question au ministre des Pêcheries: le problème est assez urgent car de nombreux pêcheurs de saumon commencent, à cette époque de l'année, à se préparer pour la saison prochaine. Le ministre serait-il disposé à soumettre, en temps utile, la déclaration concernant les restrictions à la pêche au saumon à un comité parlementaire pour qu'on puisse l'étudier ouvertement?

L'hon. Jack Davis (ministre des Pêcheries): La réponse est oui. J'ajoute qu'un comité d'appel spécial a été formé sur la côte ouest pour examiner ces questions.

[Français]

LES ALLOCATIONS FAMILIALES

QUESTION RELATIVE À UNE AUGMENTATION POSSIBLE

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Henri Latulippe (Compton): Monsieur le président, je désire poser une question à l'honorable ministre de la Santé nationale et du Bien-être social.

Le ministre prévoit-il qu'une augmentation des allocations familiales sera sous peu accordée aux Canadiens?

[Traduction]

L'hon. J. G. Munro (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Non, Monsieur l'Orateur.

LES AFFAIRES INDIENNES

NOUVELLE-ÉCOSSE—LE MAUVAIS EMPLOI DES FONDS D'HABITATION

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Robert Muir (Cap-Breton-The Sydneys): Je voudrais poser une question au ministre des Affaires indiennes qui, je le sais, s'intéresse sincèrement au bien-être des Indiens de notre province. Voudrait-il examiner la situation dans la réserve indienne d'Exkasoni où les fonds alloués par son ministère à l'amélioration des logements servent actuellement à la construction de 50 cabinets d'aisance? Cette initiative a entraîné la démission de cinq conseillers. (*Exclamations*)

M. l'Orateur: Encore une fois, le député a adressé une instance et je suppose qu'on l'a notée.

M. Muir (Cap-Breton-The Sydneys): Je pose la question de privilège. C'est peut-être amusant, mais la situation est vraiment sérieuse, car cinq conseillers de bande, sinon plus, ont démissionné et il y a eu de l'agitation dans la région.

M. l'Orateur: A l'ordre.

L'INDUSTRIE

TERRE-NEUVE—L'ACCORD AVEC LA SHAHEEN RESOURCES COMPANY

A l'appel de l'ordre du jour.

M. John Lundrigan (Gander-Twillingate): Ma question s'adresse au ministre du Revenu national et elle est très sérieuse. Le ministre du Revenu national a-t-il participé à des négociations avec le gouvernement provincial.